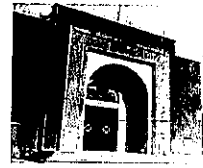




REPUBLIQUE du NIGER
Fraternité-Travail-Progrès



Union Interparlementaire



Assemblée nationale

**ALLOCUTION DU CHEF DE LA DELEGATION DU NIGER
A LA 146° ASSEMBLEE DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE
(UIP) A Manama, Bahreïn du 11 AU 15 mars 2023**

Mars 2023

**Monsieur le Président,
Monsieur le Président de l'UIP,
Chers collègues parlementaires,
Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais rendre grâce à Dieu qui nous a permis de venir ici ce jour à Manama, au Royaume de Bahreïn, dans cette imposante salle d'Exhibition World Bahreïn ce 12 mars 2023 pour communier.

Permettez-moi de joindre ma voix à celles de mes illustres prédécesseurs pour remercier très aimablement le Gouvernement et le peuple Bahreïni pour l'accueil amical qu'ils nous ont réservé et leur exprimer les fraternelles salutations du peuple frère de la République du Niger et de ses autorités.

Monsieur le Président, chers collègues parlementaires, nos présentes rencontres sont consacrées véritablement à la recherche de réponses pertinentes et adaptées à certains constats d'une cruciale gravité.

En effet, le thème du débat général de nos présentes assises porte sur « **Promouvoir la coexistence pacifique et les sociétés inclusives : combattre l'intolérance** ». Il est pertinent et actuel. Il nous interpelle à plus d'un titre.

Monsieur le Président,

C'est alarmant et inquiétant. Le monde devient de plus en plus divisé, moins tolérant et moins pacifique. « *L'indice mondial de la paix 2022 a révélé qu'au cours des 15 dernières années, le monde est à son plus bas niveau en matière de paix* ».

De nombreux indicateurs montrent que la coexistence pacifique est l'inclusion reculent partout dans le monde, alors que l'intolérance et la discrimination augmentent.

Nous sommes donc là, invités à répondre à des préoccupations et à des inquiétudes vitales parce que le dysfonctionnement de notre monde dit moderne, à travers ses institutions particulièrement politiques, par exemple les parlements et autres institutions socio-culturelles, est une équation très alarmante pour la quasi-totalité de nos démocraties, et il y a raison de s'interroger sur ce « *malaise dans la civilisation humaine* ».

Ce malaise s'exprime au quotidien, ici et là, à travers des crises multiformes de nos modes de gouvernance politique et de nos modèles économiques d'exploitation, de transformation et de distribution de richesses. « Est-ce là, la voie de la promotion de la coexistence pacifique et des sociétés inclusives ? »

Vivre ensemble et en paix, voilà la préoccupation première de toute communauté humaine. Dans un esprit de tolérance et de solidarité, la société inclusive ne peut et ne doit laisser aucun de ses membres à l'écart. Tout le monde a le droit et le devoir de participer pleinement à sa gestion.

Aujourd'hui, nos sociétés ne s'expliquent pas les meurtres et les assassinats terroristes. Nous avons des guerres absurdes qui enflamment des régions entières, voire des continents.

Monsieur le Président,

Au Sahel par exemple, dans la zone des « Trois frontières » (Burkina Faso, Mali, Niger), nous avons une situation des plus préoccupantes imposée par une horde terroriste qui tue des populations innocentes, les viole et pille leurs biens, vole leur bétail, incendie leurs greniers, détruit leurs marchés, saccage leurs écoles et leurs dispensaires et les pousse à un exode massif.

Devant le mutisme coupable, voire la complicité avérée de certains partenaires, les populations victimes des exactions terroristes prônent la rupture avec un monde politique qui s'acharnerait à les déshumaniser et dénoncent des rapports de vassalisation encore entretenus par un monde politique suranné.

Ni les hommes politiques, ni les institutions politiques et certaines organisations internationales n'échappent à la critique. Le citoyen partout, tend à tout remettre en cause. La perte de confiance atteint tous les secteurs de la vie.

L'intolérance et l'exclusion s'amplifient et entraînent les populations à organiser des violentes manifestations.

Il y a là une forme de pollution des esprits née des choix politiques. Dans nos pays, nous avons un multipartisme débridé qui favorise l'hostilité et isole la solidarité à telle enseigne qu'il y a un grand fossé qui sépare une minorité qui s'arrogé tous les avantages et l'écrasante majorité des pauvres, laissés-pour-compte.

Au Parlement, où nous devons jouer un rôle politique de premier plan, un rôle essentiel en tant qu'élus et représentants du peuple, nous sommes et demeurons, hélas, timorés. Il faut que nous revenions au bon vieux dialogue entre les hommes, en restant le plus possible sur le terrain et au service des populations.

Il est temps que les parlementaires soient plus à l'écoute de chaque citoyen, de chaque groupe, de chaque couche de la société et qu'ils s'arrogent l'initiative entière des programmes et des projets de développement qu'ils auraient identifié de concert avec les populations, avec les communautés à la base.

Il serait peut-être temps que les hommes et les femmes soient élus *intuitu personae* plutôt que sur des listes anonymes. Référons-nous à la vie de nos sociétés précoloniales traditionnelles. Nous pouvons noter que les populations de manière générale vivaient en parfaite symbiose et en totale harmonie.

Toutes les grandes décisions relatives à la vie du peuple se prenaient au cours de grandes rencontres auxquelles participaient tous les groupes d'âges. Une fois que les décisions sont prises, leur mise en œuvre reposera sur certaines valeurs de la société : la solidarité, l'hospitalité, la fraternité, l'humanisme, et s'est ainsi que chaque homme est amené à dialoguer avec son prochain, son frère tout en l'amenant à une permanente introspection et à un dialogue avec la nature et avec Dieu.

Monsieur le président,

Au regard de ce qui précède, pour combattre l'intolérance à travers la promotion de la coexistence pacifique et les sociétés inclusives, nous proposons, sans être exhaustif, les recommandations ci-après :

- Une meilleure prise en compte des besoins spécifiques et des aspirations légitimes des jeunes et des femmes dans les politiques publiques et les stratégies de développement ;
- la réduction significative des contre-valeurs comme la corruption et le favoritisme qui sapent la confiance des populations, vis-à-vis de l'Etat et de ses démembrements ;
- l'amélioration de l'accès équitable à la justice par les citoyens et une réelle appropriation des procédures judiciaires et des recours.

Monsieur le président,

Comme vous le constatez, Monsieur le Président, les défis sont nombreux et énormes au Sahel, et c'est pour cela que nous lançons un appel à tous les pays et à toutes les Institutions pour s'investir résolument et soutenir véritablement le combat engagé contre l'hydre terroriste dont les propensions avouées sont d'étendre ses tentacules au-delà de cette zone, tout en aggravant les insupportables sévices infligés aux innocentes populations.

Et c'est sur cet appel que je termine mon propos, en souhaitant plein succès à nos travaux.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Le Chef de délégation,

Mahamadou Karidio